Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

AMBASSADE DE FRANCE
EN ROUMANIE

Revue des médias roumains du 3 mars 2017

n° 19328

Livre blanc sur l'avenir de l'Europe : Les partis politiques souhaitent des consultations pour convenir d'une position commune de la Roumanie.

Les médias s'intéressent aux scénarios proposés par Jean-Claude Juncker, président de la Commission européenne, dans le « *Livre blanc sur l'avenir de l'Europe* », publié mercredi dernier. Les responsables roumains se prononcent à l'unanimité contre l'idée d'une Europe à plusieurs vitesses.

Le Parti social-démocrate (PSD) a fait appel hier au Président Klaus Iohannis pour initier des consultations avec les acteurs politiques afin de convenir d'une position ferme contre une Europe à plusieurs vitesses et en faveur du principe d'égalité entre les Etats-membres. « *La Roumanie doit avoir le même statut que tous les autres Etats-membres de l'UE. Nous ne pouvons pas accepter une Europe à plusieurs vitesses. (…) Il est grand temps de nous réveiller, de nous lever au-dessus de nos luttes internes et d'être unis, en tant que Roumains, devant les partenaires européens* », a affirmé Liviu Dragnea, président du PSD (*Agerpres*).

Le Parti national libéral (PNL) a annoncé à son tour que les scénarios proposés par le président de la Commission européenne devaient faire l'objet d'une consultation sérieuse au sein de la société roumaine, afin que la position de la Roumanie soit issue d'un large consensus politique. Radu Carp, secrétaire exécutif du PNL, a affirmé que la seule solution pour le projet européen était une Union plus forte, plus démocratique et plus unie. « *Il est nécessaire de se rappeler que l'UE est fondée sur des valeurs communes, comme la subsidiarité, la solidarité, l'Etat de droit, la dignité humaine* » (*Agerpres*).

« *La position de la Roumanie est très claire et a été exprimée par le Président de la Roumanie à de multiples reprises : la meilleure option pour l'Union européenne est que tous les 27 Etats-membres s'avancent dans le cadre de ce processus de renforcement de l'UE. Nous ne pouvons accepter sous aucune forme une Union à plusieurs vitesses. (…) En fin de compte, il s'agit tout simplement de ne pas être à la périphérie. Parce que la périphérie implique moins de développement* », a déclaré Leonard Orban, conseiller présidentiel et ancien commissaire européen au multilinguisme (*HotNews.ro*).

România Liberă annonce que le scénario de l'Europe à deux vitesses est déjà appuyé par la France et l'Allemagne, qui souhaitent être des « leaders d'opinion ». Cependant, dans une Europe à deux vitesses, les pays du groupe de Višegrad (Hongrie, Pologne, République tchèque, Slovaquie), favorable au rétablissement de la souveraineté, constitueraient la première ligne de fracture, alors que la Roumanie souhaite une Union renforcée, fondée sur la cohésion, la solidarité et les valeurs fondamentales.

Adevărul publie une interview de Siegfried Mureșan, porte-parole du Parti populaire européen (PPE), selon lequel nous assistons au début d'un processus d'« amélioration » de l'Union européenne. « *Le monde change autour de nous. Nous voyons bien quels sont les grands défis : terrorisme, réfugiés, migration. L'UE doit se réformer afin de pouvoir se donner les outils nécessaires pour répondre à ces crises* ». Le député avertit que la Roumanie ne devrait pas refuser les discussions sur une éventuelle Europe des cercles concentriques, car elle risquerait de se voir exclue du processus décisionnel.

Cristian Diaconescu, ancien ministre des Affaires étrangères, estime dans une interview pour *Ziare.com*, que les propositions de Jean-Claude Juncker visent à « *générer un débat public*

et signaler à l'opinion publique les intentions de certains Etats de l'UE ». « *La meilleure option pour la Roumanie est celle cohérente, solidaire, impliquant le respect égal du droit de décision de chacun des 27 Etats-membres. Il est essentiel que les modifications proposées n'affecte aucune des 4 libertés fondamentales prévues par les traités constitutifs sur l'ensemble de l'UE* », déclaré l'ancien ministre. Il se prononce en faveur du rapprochement du noyau dur et rejette les idées « *plus au moins superficielles, séparatives, lancées par le Groupe de Višegrad* ».

Selon *Ziarul Finanicar*, la Roumanie sera reléguée sur « *une orbite marginale* » si l'idée d'une Europe à plusieurs vitesses devient réalité. « *C'est très frustrant et cela nous donnerait le sentiment d'avoir été constamment trompés. L'objectif de notre adhésion à l'UE a été d'avoir des institutions européennes, des hôpitaux modernes, d'être citoyens européens* », déclare Florin Pogonaru, président de l'Association des hommes d'affaires roumains (AOAR). A son tour, l'économiste Dragoș Cabat déplore le fait que la Roumanie risque devenir un membre moins important, n'étant pas dans l'euro et étant trop éloignée de l'Europe de l'ouest. « *Quand l'Union était solidaire, même les petits membres avaient leur mot à dire* », affirme l'économiste. Mircea Geoană, ancien ministre des Affaires étrangères, exprime également son scepticisme quant à la possibilité que la Roumanie entre dans le noyau dur, en raison notamment de ses capacités insuffisantes en matière d'économie et de gouvernance. L'économiste Dragos Cabat pointe pour sa part les problèmes structurels de la Roumanie qui bloquent son accès au centre de la future Union européenne.

La France en Roumanie et la Roumanie en France

- « *Le Bucarest de... Dana Gruia Dufaut* », *Le Petit Journal de Bucarest* a suivi maître Dana Gruia Dufaut, dans une balade poétique et historique à travers son quartier préféré de Bucarest. Née dans la Capitale roumaine, Dana Gruia Dufaut a quitté très tôt son pays pour la France, fuyant le régime communiste à la fin des années 70. Revenue après la révolution, Mme Gruia Dufaut retrouve une autre ville, qui exerce toujours sur elle la même fascination.

- « *Une tâche immense dans la lutte contre la corruption en Roumanie* », interview de Laura Kövesi, procureure en chef de la direction nationale anti-corruption (DNA), (*La Croix*).

- « *Roumanie : contre le réveil de la société civile, le PSD essaie de reprendre la main* », Le 21 février, le Parlement a définitivement entériné l'abrogation de l'ordonnance qui visait à blanchir les politiciens convaincus de corruption. Le triomphe du mouvement citoyen ne doit pas masquer les divisions du pays ni l'absence d'opposition crédible au Parti social-démocrate (PSD), toujours aussi puissant (*Courrier des Balkans*).

Retrouvez l'ensemble de nos revues de presse sur le site Internet de l'Ambassade de France en Roumanie.

Cette revue de presse, qui ne prétend pas à l'exhaustivité, se limite à présenter des éléments publiés dans les médias roumains. Elle ne reflète en aucun cas la position de l'ambassade ou du gouvernement français.

© Tous droits de diffusion et de reproduction de cette revue de presse sont réservés à l'Ambassade de France en Roumanie